

Fait à Strasbourg, le 21 mars 1983, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat invité à adhérer à l'Arrangement et au Directeur général de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle.

Ce Protocole additionnel a été signé par les Etats suivants : Allemagne (Rép. féd.), Belgique, Chypre, Danemark, France, Grèce, Norvège, Suède.

Liste des Etats liés

Etats	Date du dépôt de l'instrument de ratification (R), d'approbation (Ap) ou de la signature définitive (S)
Allemagne (Rép. féd.)	27 décembre 1984 (R)
Belgique	28 décembre 1984 (R)
Chypre	6 décembre 1984 (R)
Danemark	21 mars 1983 (S)
Espagne	12 novembre 1984 (S)
France	23 mars 1984 (Ap)
Norvège	11 mai 1983 (S)
Royaume-Uni	4 juillet 1983 (S)
Suède	21 mars 1983 (S)
Turquie	13 décembre 1984 (R)

Conformément aux dispositions de son article 3, ce Protocole est entre en vigueur le 1er janvier 1985.

F. 85 — 831 (85 — 779)

Accord entre la Belgique et la Hongrie tendant à faciliter l'application de la Convention de La Haye du 1er mars 1954 relative à la procédure civile, conclu par échange de notes datées à Budapest les 2 juillet 1971 et 20 juin 1972. — Abrogation. — Erratum

Moniteur belge n° 86 du 4 mai 1985, page 6404, la fin de l'intitulé, lire comme ci-dessus, au lieu de : « ... Approbation ».

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 85 — 832

Arrêté royal relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 63 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 donne pouvoir à Votre Majesté d'introduire, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, un régime d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être utilisé par les sociétés anonymes relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1er, VI, 4°, deuxième partie, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (les secteurs dits nationaux) et, à cet effet, d'abroger, de modifier, de compléter, de coordonner ou de remplacer les dispositions légales en vigueur. L'exposé des motifs précise que, afin de sauvegarder l'uniformité dans les techniques du droit des sociétés, les dispositions des arrêtés royaux n° 20 du 23 mars 1982 et 245 du 31 décembre 1983 concernant l'émission d'actions sans droit de vote, dans le secteur textile et le secteur sidérurgique respectivement, seront coordonnées et alignées sur celles contenues dans la loi de redressement précitée concernant les actions sans droit de vote émises par les sociétés de reconversion.

Opgemaakt te Straatsburg op 21 maart 1983 in het Frans en in het Engels, welke teksten gelijke rechtskracht hebben, in één enkel exemplaar, dat zal worden neergelegd in de archieven van de Raad van Europa. De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa zal een voor eensluidend verklaard afschrift hiervan zenden aan ieder lid van de Raad van Europa, aan iedere Staat die verzocht wordt om toe te treden tot de Overeenkomst alsook aan de Directeur-Generaal van de Wereldorganisatie voor de Intellectuele Eigendom.

Dit Aanvullend Protocol werd ondertekend door de volgende Staten : België, Cyprus, Denemarken, Duitsland (Bondsrep.), Frankrijk, Griekenland, Noorwegen, Zweden.

Lijst der gebonden Staten

Staten	Datum van de neerlegging van de bekrachtigings- (B), of de goedkeuringsoorkonde (G) of van de definitieve ondertekening (O)
België	28 december 1984 (B)
Cyprus	6 december 1984 (B)
Denemarken	21 maart 1983 (O)
Duitsland (Bondsrep.)	27 december 1984 (B)
Frankrijk	23 maart 1984 (G)
Noorwegen	11 mei 1983 (O)
Spanje	12 november 1984 (O)
Turkije	13 december 1984 (B)
Verenigd Koninkrijk	4 juli 1983 (O)
Zweden	21 maart 1983 (O)

Overeenkomstig de bepalingen van zijn artikel 3, is dit Protocol in werking getreden op 1 januari 1985.

N. 85 — 831 (85 — 779)

Akkoord tussen België en Hongarije ter vergemakkelijking van de toepassing van het Verdrag van 's-Gravenhage van 1 maart 1954 betreffende de burgerlijke rechtsvordering, gesloten door wisseling van nota's gedagtekend te Boedapest op 2 juli 1971 en 20 juni 1972. — Afschaffing. — Erratum

Belgisch Staatsblad nr. 86 van 4 mei 1985, bladzijde 6404, Franse tekst, op het einde de titel lezen zoals hierboven, in plaats van « ... Approbation ».

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 832

Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht door naamloze vennootschappen behorend tot de nationale sectoren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 63 van de herstelwet van 31 juli 1984 verleent Uwe Majesteit de bevoegdheid om bij in Ministerraad overlegd besluit een stelsel van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in te voeren voor toepassing door de naamloze vennootschappen behorend tot de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, tweede deel, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (de zgn. nationale sectoren), en te dien einde de vigerende wettelijke bepalingen op te heffen, te wijzigen, aan te vullen, te coördineren of te vervangen. De memorie van toelichting preciseert dat, ten einde de eenvormigheid in de vennootschapsrechtelijke technieken te bewaren, de bepalingen van de koninklijke besluiten nr. 20 van 23 maart 1982 en nr. 245 van 31 december 1983 betreffende de uitgifte van niet-stemgerechtigde aandelen in de textiel- respectievelijk de staalsector zullen worden gecoördineerd en afgestemd op de bepalingen in voornoemde herstelwet betreffende de niet-stemgerechtigde aandelen uitgegeven door reconversievennootschappen.

Le projet d'arrêté royal qui est soumis par la présente à la signature de Votre Majesté a pour objet l'exécution de la disposition légale susvisée.

Le projet crée un régime uniforme pour tous les secteurs nationaux en matière d'émission d'actions privilégiées sans droit de vote. Les dispositions des arrêtés royaux n^{os} 20 et 245 précités continueront néanmoins à produire leurs effets pour des raisons de sécurité juridique, mais seulement en ce qui concerne les émissions qui ont été effectuées ou approuvées par le Conseil des Ministres avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article 6, § 1er, VI, 4^e, deuxième partie, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, le présent projet d'arrêté a été soumis à l'avis des Exécutifs régionaux.

Commentaire des articles

Dans le cadre de la restructuration menée par les pouvoirs publics des entreprises relevant des secteurs nationaux, le Gouvernement a, dans le passé, en premier lieu fait appel à la S.N.S.N. et à ses deux filiales, le F.N.S.V. et le F.S.N.W. Afin de conserver à cette restructuration sa transparence, le gouvernement a l'intention de continuer d'agir de même. D'autre part, l'article 2, 1^o et 5^o, ouvre à la S.N.I. et aux sociétés dites « Investis » la possibilité, dans certaines circonstances, de pouvoir prendre des participations au capital d'entreprises du secteur privé au moyen d'actions sans droit de vote.

L'article 3 soumet à l'approbation du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires économiques et du Ministre du Budget la convention entre la société émettrice et la personne morale visée à l'article 2. Cette convention détermine les conditions de rachat des actions sans droit de vote par la société et d'achat de ces mêmes actions par des tiers. Les dispositions de l'article 5, 4^e, prévoyant la restitution du droit de vote après une durée de 15 ans, constituent une incitation à l'achat ou au rachat des dites actions au cours de cette période.

Afin de faciliter, au point de vue du droit des sociétés, le rachat d'actions qui sont en possession des personnes morales visées à l'article 2, l'article 171 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales a inséré un article 3quinquies dans la loi du 2 avril 1982 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement.

En ce qui concerne les actions privilégiées sans droit de vote qui seraient achetées par des tiers (il s'agira le plus souvent d'actionnaires privés de la société émettrice), l'article 5, 3^e, du projet prévoit le rétablissement immédiat du droit de vote.

L'article 4, 3^e et 4^e, octroie aux actions sans droit de vote un droit privilégié sur les dividendes et remboursements des apports. Le dividende privilégié n'est pas cumulatif : à défaut de bénéfices ou de bénéfices suffisants, ou à défaut de répartition de bénéfices ou de bénéfices suffisants au paiement du dividende privilégié au cours d'un exercice comptable, aucun rattrapage ne sera effectué au cours des années suivantes. Il en est de même pour les actions privilégiées sans droit de vote émises en application des arrêtés royaux n^{os} 20 et 245 précités, contrairement à ce qui est présumé par certains auteurs (voy. B. Van Bruystegem, « Bevoorrechte aandelen zonder stemrecht », Rechtskundig Weekblad 1984-85, 1905, 1914). La circonstance que dans les arrêtés en question le droit de vote est restitué lorsque les dividendes privilégiés n'ont pas été entièrement mis en paiement pendant trois exercices successifs et cela jusqu'au moment où les dividendes auront été intégralement récupérés, ne contredit pas ce point. Il s'agit en effet d'une règle qui concerne exclusivement le droit de vote. L'actionnaire concerné jouit d'un droit de vote jusqu'au moment où les dividendes en arrière ont été récupérés; il n'a cependant pas de privilège sur le paiement cumulé de ces arriérés. En absence d'un caractère cumulatif en vertu des arrêtés royaux en question, un tel caractère ne peut découler que d'une disposition inscrite dans les statuts qui prévoirait expressément le caractère cumulatif du dividende privilégié. Cette dernière conclusion vaut également en ce qui concerne la réglementation reprise dans le présent projet et celle contenue dans l'article 56 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 au sujet des actions sans droit de vote émises par les sociétés de reconversion.

A chaque remboursement du capital, et quelque soit le motif du remboursement (par exemple, dissolution, diminution du capital, amortissement du capital), les actions sans droit de vote seront privilégiées pour le remboursement de l'apport. Si le remboursement s'effectue à l'occasion de la dissolution de la société, les statuts peuvent naturellement accorder aux actions sans droit de vote des droits dans la distribution du boni de liquidation.

Het ontwerp van koninklijk besluit dat hierbij ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, heeft ten doel bovenvermelde wetsbepalingen uit te voeren.

Het ontwerp creëert een eenvormig stelsel voor de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in alle nationale sectoren. Voornoemde koninklijke besluiten nrs. 20 en 245 blijven evenwel bestaan omwille van de rechtszekerheid, doch uitsluitend voor de uitgiften die werden gedaan of door de Ministerraad werden goedgekeurd voor de inwerkingtreding van voorliggend besluit.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, VI, 4^e, tweede deel, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 werd dit ontwerp van besluit voor advies aan de Gewestexecutieven voorgelegd.

Artikelsgewijs commentaar

In het kader van de herstructurering van overheidswege van de ondernemingen behorend tot de nationale sectoren heeft de regering tot nog toe in de eerste plaats een beroep gedaan op de N.M.N.S. en haar twee dochtervennootschappen, het F.N.S.V. en het F.S.N.W. Ten einde de transparantie in de verdere uitvoering van deze herstructurering te behouden neemt de Regering zich voor op dezelfde wijze te werk te gaan in de toekomst (artikel 2, § 2). Daar evenwel ook de N.I.M. en de zgn. Investin in zekere omstandigheden bij wege van niet-stemgerechtigde aandelen zouden moeten kunnen deelnemen in het kapitaal van vennootschappen in de particuliere sector, wordt hiertoe de mogelijkheid gecreëerd door artikel 2, § 1, 1^o en 5^o.

Artikel 3 onderwerpt de overeenkomst tussen de uitgevende vennootschap en de in artikel 2 bedoelde rechtspersoon aan de goedkeuring van de Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Begroting. In deze overeenkomst worden tevens de voorwaarden vastgelegd waaronder de aandelen zonder stemrecht door de vennootschap kunnen worden ingekocht of door derden afgekocht. Daar krachtens artikel 5, 4^e, het stemrecht na 15 jaar wordt hersteld, bestaat een stimulans om deze inkoop-afkoop binnen deze periode te verwezenlijken.

Om vanuit vennootschapsrechtelijk oogpunt de inkoop van aandelen die in het bezit zijn van de in artikel 2 bedoelde rechtspersonen, te vergemakkelijken, heeft artikel 171 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen een artikel 3quinquies ingevoegd in de wet van 2 april 1982 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.

Voor wat de door derden (meestal de privé-aandeelhouders van de uitgevende vennootschap) afgekochte bevoorrechte aandelen zonder stemrecht betreft, voorziet artikel 5, 3^e, van het voorliggend ontwerp in een onmiddellijk herstel van stemrecht.

Artikel 4, 3^e en 4^e, kent aan de aandelen zonder stemrecht een preferentieel recht toe op winstuitkering respectievelijk terugbetaling van de inbreng. Het bevoorrecht dividend is niet cumulatief: indien in een bepaald boekjaar geen of onvoldoende winst wordt behaald of uitgekeerd om het bevoorrecht dividend te betalen, is er geen inhaalbeweging gedurende de volgende jaren. Dit is, in tegenstelling tot hetgeen wordt verondersteld door bepaalde auteurs (zie B. Van Bruystegem, « Bevoorrechte aandelen zonder stemrecht », Rechtskundig Weekblad 1984-85, 1905, 1914), ook in het geval voor de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht uitgegeven bij toepassing van voornoemde koninklijke besluiten nrs. 20 en 245. De omstandigheid dat in de betrokken besluiten het stemrecht wordt hersteld indien gedurende drie opeenvolgende boekjaren het bevoorrecht dividend niet volledig betaalbaar werd gesteld, zulks tot op het ogenblik waarop de achterstallige dividend volledig zijn ingehaald, is daarmee niet in tegenspraak. Het betreft immers een regel die uitsluitend betrekking heeft op het stemrecht. De betrokken aandeelhouder heeft stemrecht tot op het ogenblik dat de achterstallige dividend volledig zijn ingehaald; hij is echter niet bevoorrecht op de betaling van die achterstalligen. Bij ontstentenis van verhaafbaarheid uit kracht van de betrokken koninklijke besluiten, kan dergelijke verhaafbaarheid enkel voortvloeien uit een statutaire bepaling die uitdrukkelijk een cumulatief karakter zou toekennen aan het bevoorrecht dividend. Deze laatste conclusie geldt evenzeer de regeling opgenomen in het voorliggend ontwerp en deze vervat in artikel 56 van de herstelwet van 31 juli 1984 met betrekking tot de niet-stemgerechtigde aandelen uitgegeven door reconversievennootschappen.

De aandelen zonder stemrecht zijn bevoorrecht op de terugbetaling van de inbreng telkenmale de vennootschap uit welke hoofde ook (bijvoorbeeld, ontbinding, kapitaalvermindering, aflossing van kapitaal) terugbetaling van kapitaal verricht. Indien de terugbetaling geschiedt naar aanleiding van de ontbinding van de vennootschap, kunnen de statuten vanzelfsprekend de niet-stemgerechtigde aandelen de gerechtigd maken in het batig saldo van de vereffening.

L'article 5 précise les cas dans lesquels les porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote disposeront d'un droit de vote, notamment lorsque certaines décisions à prendre sont d'une importance primordiale pour la société (l'article 5, 2°), lorsque des actions privilégiées sans droit de vote sont cédées à des tiers (l'article 5, 3°) et lorsque les actions concernées sont encore en possession d'une personne morale visée à l'article 2 après un délai de quinze ans (l'article 5, 4°).

Comme le fait remarquer le Conseil d'Etat, le projet ne contient pas de disposition prévoyant le rétablissement du droit de vote lorsque les dividendes privilégiés n'ont pas été payés pendant trois exercices successifs. Maintenant que l'arrêté sera applicable à tous les secteurs nationaux, une règle uniforme à ce sujet n'est plus appropriée. Les conditions pour un rétablissement du droit de vote sont de préférence élaborées au cas par cas dans la convention visée à l'article 3 et sont reprises dans les statuts de la société émettrice.

Sauf en ce qui concerne les exercices pour lesquels ils disposent du droit de vote en vertu de l'article 5, 1°, 3° et 4°, les porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote sont considérés comme des tiers au regard des dispositions des articles 62, deuxième alinéa, et 64octies, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Les administrateurs et commissaires sont dès lors directement responsables envers eux de tous dommages résultant de violation des statuts ou des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Affaires économiques, le 5 avril 1985, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux », a donné le 10 avril 1985 l'avis suivant :

Eu égard au délai extrêmement bref qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent.

1. Le projet d'arrêté soumis à l'avis du Conseil d'Etat vise à exécuter l'article 63 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 aux termes duquel le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et pris avant le 31 décembre 1985, introduire un régime d'actions privilégiées sans droit de vote pouvant être appliqué par les sociétés anonymes relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1er, VI, 4°, deuxième partie, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de reformes institutionnelles et, à cet effet, abroger, modifier, compléter, coordonner ou remplacer les dispositions légales en vigueur.

Ainsi qu'il est précisé dans le rapport au Roi qui accompagne le projet d'arrêté, les travaux préparatoires de l'article 63 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 font apparaître que, selon l'intention du législateur, les règles à édicter par le Roi en exécution de la disposition légale susvisée auront pour objet de coordonner « les dispositions des arrêtés royaux n° 20 du 23 mars 1982 et 245 du 31 décembre 1983 concernant l'émission d'actions sans droit de vote, dans le secteur textile et le secteur sidérurgique respectivement... (et de les aligner) sur celles contenues dans la loi de redressement précitée concernant les actions sans droit de vote émises par les sociétés de reconversion ».

L'arrêté en projet paraît rencontrer largement ce vœu : il reproduit textuellement, dans la mesure du possible, les dispositions des paragraphes 2 à 6 de l'article 56 de la loi de redressement du 31 juillet 1984. A cet égard, l'on observera toutefois que le projet d'arrêté, dans l'énumération qu'il donne des cas où les porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote disposent néanmoins du droit de vote

Artikel 5 bepaalt de gevallen waarin de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht toch over stemrecht beschikken, onder andere wanneer zekere beslissingen moeten worden genomen die van wezenlijk belang zijn voor de vennootschap (artikel 5, 2°), wanneer bevoorrechte aandelen zonder stemrecht worden overgedragen aan derden (artikel 5, 3°), en wanneer de betrokken aandelen na verloop van vijftien jaar nog in het bezit zijn van een in artikel 2 bedoelde rechtspersoon (artikel 5, 4°).

Zoals de Raad van State opmerkt bevat het voorliggend ontwerp geen bepaling tot herstel van stemrecht bij niet-betaling van het bevoorrecht dividend gedurende drie opeenvolgende boekjaren. Nu het besluit zal gelden voor alle nationale sectoren is het niet aangegeven een eenvormige regeling in dit verband op te leggen. De voorwaarden voor een herstel van stemrecht wegens onvoldoende bevoorrecht dividend worden best geval per geval uitgewerkt in de overeenkomst bedoeld in artikel 3 en opgenomen in de statuten van de uitgevende vennootschap.

Behalve voor de boekjaren tijdens dewelke de houders van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht stemgerechtigd waren krachtens artikel 5, 1°, 3° en 4°, worden zij voor de toepassing van de artikelen 62, tweede lid, en 64 octies, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, geacht derden te zijn. De betrokken houders hebben bijgevolg een rechtstreekse vordering tegen de bestuurders en de commissarissen voor alle schade die zij zouden lijden ingevolge overtreding van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of van de statuten van de vennootschap.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, de 5e april 1985 door de Minister van Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht door naamloze vennootschappen behorend tot de nationale sectoren », heeft de 10e april 1985 het volgend advies gegeven :

Gelet op de uiterst korte termijn waarin om advies wordt verzocht, beperkt de Raad van State zich tot de opmerkingen die hierna volgen.

1. Het voor advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 63 van de herstelwet van 31 juli 1984, luidens welke bepaling de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, te nemen vóór 31 december 1985, een stelsel van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht kan invoeren voor toepassing door de naamloze vennootschappen behorend tot de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, tweede deel, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De Koning kan, te dien einde, de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen, coördineren of vervangen.

Zoals in het verslag aan de Koning bij het ontwerpbesluit wordt gesteld, blijkt uit de parlementaire voorbereiding van artikel 63 van de herstelwet van 31 juli 1984 dat, naar de bedoeling van de wetgever, de door de Koning ter uitvoering van die wetsbepaling uit te vaardigen regelen « de bepalingen van de koninklijke besluiten nr. 20 van 23 maart 1982 en nr. 245 van 31 december 1983 betreffende de uitgifte van niet-stemgerechtigde aandelen in de textiel-respectievelijk de staalsector zullen... (coördineren en afstemmen) op de bepalingen in voornoemde herstelwet betreffende de niet-stemgerechtigde aandelen uitgegeven door reconversievennootschappen ».

Het ontwerpbesluit blijkt hieraan grotendeels te beantwoorden het neemt, waar mogelijk, letterlijk de bepalingen over van de paragrafen 2 tot 6 van artikel 56 van de herstelwet van 31 juli 1984. Ter zake moet evenwel worden opgemerkt dat het ontwerpbesluit, bij de bepaling van de gevallen waarin de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht toch over stemrecht beschikken (artikel

(article 5 du projet), ne mentionne pas le cas où les dividendes privilégiés n'ont pas été mis en paiement pendant trois exercices «accessifs», alors que les actions privilégiées se voient effectivement reconnaître le droit de vote dans pareille situation par l'arrêté royal n° 20 (article 7, 2°), et par l'arrêté royal n° 245 (article 7, 2°) et par l'article 56 de la loi de redressement (§ 4, 4°).

2. L'article 3 du projet d'arrêté prévoit que « les règles d'émission d'actions privilégiées sans droit de vote, ses conditions et modalités ainsi que les droits attachés à ces actions font l'objet d'une convention, conclue entre la société émettrice et les personnes morales visées à l'article 2 qui souscrivent ces actions, et sont inscrits dans les statuts de la société émettrice ».

Le Conseil d'Etat considère que les mots « inscrits dans les statuts » (empruntés à l'article 56, § 2, de la loi de redressement susvisée) signifient que la convention conclue par le conseil d'administration de la société émettrice ne peut produire ses effets que sous la condition suspensive d'être « approuvée... par l'assemblée générale des actionnaires de la société, dans les conditions requises pour les modifications à ses statuts », comme le prévoient les arrêtés royaux n°s 20 et 245 (article 4).

3. Etant donné que l'arrêté royal n° 229 porte la date du 9 décembre 1983, l'on écrira à l'article 9 : « modifié par l'arrêté royal n° 112 du 17 décembre 1982 et par l'arrêté royal n° 229 du 9 décembre 1983 ».

La chambre était composée de :

MM. :

P. Vermeulen, président;

J. Nimmegeers; W. Deroover, conseillers d'Etat;

F. De Kempeneer; J. Gijssels, assesseurs de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier assmé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. Deroover.

Le rapport a été présenté par M. J. De Coene, premier auditeur.

Le greffier,
F. Lievens.

Le président,
P. Vermeulen.

7 MAI 1985. — Arrêté royal relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote par des sociétés anonymes relevant des secteurs nationaux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 31 juillet 1984, notamment l'article 63;

Vu l'avis des Exécutifs régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les sociétés anonymes relevant des secteurs visés à l'article 6, § 1er, VI, 4°, deuxième partie, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles peuvent, aux conditions définies dans le présent arrêté, émettre des actions représentatives de leur capital et non assorties d'un droit de vote, ci-après dénommées « les actions privilégiées sans droit de vote ».

Art. 2. § 1er. Peuvent souscrire les actions privilégiées sans droit de vote :

1° la Société nationale d'Investissement;

2° la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux;

3° le « Fonds voor de herstructurering van de nationale sectoren in het Vlaamse Gewest »;

5 van het ontwerpbesluit), niet het geval vermeldt waarin de bevoorrechte dividendend gedurende drie opeenvolgende boekjaren niet werden betaalbaar gesteld, terwijl in een dergelijke situatie aan de bevoorrechte aandelen wel stemrecht wordt verleend in het koninklijk besluit nr. 20 (artikel 7, 2°), in het koninklijk besluit nr. 245 artikel 56 van de herstellwet (§ 4, 4°).

2. Luidens artikel 3 van het ontwerpbesluit « worden de uitgifte van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, haar voorwaarden en modaliteiten, alsook de aan deze aandelen verbonden rechten, geregeld in een overeenkomst tussen de uitgevende vennootschap en de in artikel 2 bedoelde rechtspersonen die op deze aandelen inschrijven en vastgesteld in de statuten van de uitgevende vennootschap ».

De Raad van State gaat ervan uit dat met de woorden « vastgelegd in de statuten » ontleend aan artikel 56, § 2, van meergenoemde herstellwet) wordt bedoeld dat de door de raad van bestuur van de uitgevende vennootschap bedongen overeenkomst slechts uitwerking heeft onder de schorsende voorwaarde dat ze wordt « goedgekeurd door de algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap, op de wijze vereist voor de wijzigingen in haar statuten », zoals is bepaald in de koninklijke besluiten nrs. 20 en 245 (artikel 4).

3. Aangezien het koninklijk besluit nr. 229 dateert van 9 december 1983, schrijve men in artikel 9 : « gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 112 van 17 december 1982 en het koninklijk besluit nr. 229 van 9 december 1983 ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Vermeulen, voorzitter;

J. Nimmegeers; W. Deroover, staatsraden;

F. De Kempeneer; J. Gijssels, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer H.W. Deroover.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. De Coene, eerste auditeur.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
P. Vermeulen.

7 MEI 1985. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht door naamloze vennootschappen behorend tot de nationale sectoren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstellwet van 31 juli 1984, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op het advies van de Gewestexecutieven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De naamloze vennootschappen behorend tot de sectoren bedoeld in artikel 6, § 1, VI, 4°, tweede deel, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, kunnen onder de voorwaarden bepaald in dit besluit aandelen uitgeven die hun kapitaal vertegenwoordigen doch waaraan geen stemrecht is toegekend, hierna « bevoorrechte aandelen zonder stemrecht » genoemd.

Art. 2. § 1. Kunnen inschrijven op de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht :

1° de Nationale Investeringsmaatschappij;

2° de Nationale Maatschappij voor de Herstructurering van de Nationale Sectoren;

3° het Fonds voor de herstructurering van de nationale sectoren in het Vlaamse Gewest;

4° le Fonds pour la restructuration des secteurs nationaux en Région wallonne;

5° pour autant qu'elles y sont autorisées par arrêté du Ministre des Affaires économiques, les sociétés anonymes dans lesquelles la Société nationale d'Investissement détient une participation d'au moins 50 p.c. du capital.

§ 2. Si l'émission des actions privilégiées sans droit de vote s'effectue dans le cadre d'un plan de restructuration approuvé par le gouvernement des sociétés visées à l'article 1er, les actions concernées sont offertes en premier lieu à la Société nationale pour la Restructuration des Secteurs nationaux et, dans les cas visés à l'article 10, § 1, de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des Communautés et des Régions et aux secteurs économiques nationaux, au « Fonds voor de herstructurering van de nationale sectorën in het Vlaamse Gewest » ou au Fonds pour la restructuration des secteurs nationaux en Région wallonne, selon le cas.

Art. 3. Sans préjudice des conditions prévues par le présent arrêté, les règles d'émission d'actions privilégiées sans droit de vote, ses conditions et modalités ainsi que les droits attachés à ces actions font l'objet d'une convention, conclue entre la société émettrice et les personnes morales visées à l'article 2 qui souscrivent ces actions, et sont inscrits dans les statuts de la société émettrice. La convention précise, en outre, dans quelles conditions les actions privilégiées sans droit de vote peuvent être rachetées par la société émettrice ou achetées par des tiers. Le prix ne peut être inférieur à 80 p.c. du prix d'émission.

La convention visée à l'alinéa premier doit être approuvée préalablement par le Ministre des Finances, le Ministre des Affaires économiques, et le Ministre du Budget.

Art. 4. L'émission d'actions privilégiées sans droit de vote est soumise aux conditions suivantes :

1° les actions privilégiées sans droit de vote sont et restent nominatives;

2° elles ne peuvent représenter plus de 49 p.c. du capital souscrit;

3° en cas de répartition de bénéfices, elles donnent droit, nonobstant toute disposition contraire des statuts et sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du surplus des bénéfices, à un dividende privilégié de 2 p.c. de leur prix d'émission effectivement libéré;

4° elles sont, nonobstant toute disposition contraire des statuts, privilégiées quant au remboursement de l'apport, sans préjudice du droit qui peut leur être accordé par les statuts dans la distribution du boni de liquidation.

Le cas échéant, les droits préférentiels visés aux 3° et 4° de l'alinéa premier sont exercés avant les droits attachés aux autres actions et aux titres ou parts bénéficiaires visés à l'article 47 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 71 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote disposent néanmoins du droit de vote prévu à l'article 74 des lois précitées et il est tenu compte de ces actions pour déterminer si les conditions de présence et de majorité à observer dans les assemblées générales sont réunies, dans chacun des cas suivants :

1° lors de chaque assemblée générale, lorsque la condition prévue à l'article 4, 2°, n'est pas ou n'est plus remplie;

2° lors de chaque assemblée générale qui se prononce sur la réduction du capital de la société, la modification de son objet social, sa dissolution anticipée ou l'adoption d'une autre forme juridique;

3° lors de chaque assemblée générale tenue après la date de l'inscription de la cession d'actions privilégiées sans droit de vote à des tiers au registre des actions nominatives en ce qui concerne les seules actions ainsi cédées;

4° lors de chaque assemblée générale tenue après l'écoulement de quinze ans à compter de la date d'émission des actions privilégiées sans droit de vote, en ce qui concerne les actions encore à ce moment détenues par une personne morale visée à l'article 2.

Art. 6. les convocations, rapports et documents qui sont envoyés, ou communiqués par le conseil d'administration ou les commissaires aux porteurs d'actions avec droit de vote ou qui sont mis à leur disposition, sont également, dans les mêmes délais, envoyés ou communiqués aux porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote ou sont mis à leur disposition.

4° het « Fonds pour la restructuration des secteurs nationaux en Région wallonne »;

5° voor zover zij daartoe zijn gemachtigd bij besluit van de Minister van Economische Zaken, de naamloze vennootschappen in welke de Nationale Investeringsmaatschappij een participatie bezit die ten minste 50 pct. van het kapitaal vertegenwoordigt.

§ 2. Indien de uitgifte van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht geschiedt in het kader van een door de regering goedgekeurd herstructureringsplan van de in artikel 1 bedoelde vennootschappen, worden de betrokken aandelen eerst aangeboden aan de Nationale Maatschappij voor de Herstructurering van de Nationale Sectorën en, in de gevallen bedoeld in artikel 10, § 1, van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de Gemeenschappen en de Gewesten en de nationale economische sectorën, aan het Fonds voor de herstructurering van de nationale sectorën in het Vlaamse Gewest of het « Fonds pour la restructuration des secteurs nationaux en Région wallonne », naargelang van het geval.

Art. 3. Onverminderd de in dit besluit bepaalde voorwaarden, worden de uitgifte van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, haar voorwaarden en modaliteiten, alsook de aan deze aandelen verbonden rechten, geregeld in een overeenkomst tussen de uitgevende vennootschap en de in artikel 2 bedoelde rechtspersonen die op deze aandelen inschrijven en vastgelegd in de statuten van de uitgevende vennootschap. De overeenkomst bepaalt bovendien de voorwaarden waaronder de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht door de uitgevende vennootschap kunnen worden ingekocht of door derden afgekocht. De prijs mag niet lager zijn dan 80 pct. van de uitgifteprijs.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst moet vooraf worden goedgekeurd door de Minister van Financiën, de Minister van Economische Zaken en de Minister van Begroting.

Art. 4. De uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

1° de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht zijn en blijven op naam;

2° zij mogen niet meer dan 49 pct. van het geplaatste kapitaal vertegenwoordigen;

3° zij geven in geval van winstuitkering niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten recht op een bevoorrecht dividend van 2 pct. van de werkelijk gestorte uitgifteprijs onverminderd de deelgerechtigheid in de overwinst die de statuten hun kunnen toekennen;

4° zij zijn, niettegenstaande elke hiermee strijdige bepaling in de statuten, bevoorrecht op de terugbetaling van de inbreng, onverminderd de deelgerechtigheid in het batig saldo bij vereffening die de statuten hun kunnen toekennen.

In voorkomend geval, worden de in 3° en 4° van het eerste lid bedoelde voorrechten uitgeoefend voor die van de andere aandelen en van de winstbewijzen of soortgelijke effecten als bedoeld in artikel 47 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 5. Onverminderd artikel 71 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, hebben de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht niettemin stemrecht zoals bepaald in artikel 74 van voornoemde wetten, en wordt met deze aandelen rekening gehouden bij de vaststelling of is voldaan aan de vereisten inzake aanwezigheid en meerderheid in de algemene vergadering, in elk van de volgende gevallen :

1° in iedere algemene vergadering, wanneer de in artikel 4, 2° bepaalde voorwaarde niet of niet meer is vervuld;

2° in iedere algemene vergadering die zich uitsprekt over de vermindering van het kapitaal van de vennootschap, de wijziging van haar doel, haar vervroegde ontbinding of haar omzetting in een vennootschap met een andere rechtsvorm;

3° in iedere algemene vergadering gehouden na de dagtekening van de inschrijving in het register van de aandelen op naam van de overdracht van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht aan derden, met betrekking tot de aldus overgedragen aandelen;

4° in iedere algemene vergadering gehouden na verloop van vijftien jaar na de datum van uitgifte van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, met betrekking tot die aandelen die alsdan nog in het bezit zijn van een in artikel 2 bedoelde rechtspersoon.

Art. 6. De oproepingen, verslagen en documenten die de raad van bestuur of de commissarissen aan de houders van stemgerechtigde aandelen toesturen, meedelen of ter inzage stellen, worden eveneens, binnen dezelfde termijnen, toegestuurd, meegedeeld of ter inzage gesteld aan de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht.

Art. 7. Hormis les cas prévus à l'article 5, 1^o, 3^o et 4^o, les porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote, sont considérés comme des tiers au regard des dispositions des articles 62, deuxième alinéa, et 64octies, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Sauf disposition contraire de la convention visée à l'article 3, lorsque le capital souscrit de la société est augmenté par l'émission d'actions nouvelles donnant droit au vote, le droit de préférence des porteurs d'actions privilégiées sans droit de vote de se inscrire ces actions nouvelles n'est exercé qu'après l'exercice de ce droit par les porteurs d'actions avec droit de vote.

Art. 9. Le présent arrêté est applicable aux émissions par les sociétés visées à l'article 1 d'actions privilégiées sans droit de vote qui sont effectuées à partir de la date de son entrée en vigueur. Les émissions effectuées avant cette date par les sociétés anonymes relevant des secteurs du textile ou de la sidérurgie restent soumises respectivement aux dispositions de l'arrêté royal n^o 20 du 23 mars 1982 concernant l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie textile, modifié par l'arrêté royal n^o 112 du 17 décembre 1982 et l'arrêté royal n^o 229 du 9 décembre 1983, et de l'arrêté royal n^o 245 du 31 décembre 1983 relatif à l'émission d'actions privilégiées sans droit de vote dans le cadre de la restructuration de l'industrie sidérurgique; il en est de même des émissions qui sont effectuées par des sociétés anonymes relevant du secteur de la sidérurgie à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ont été approuvées par le Conseil des Ministres avant cette date.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 833

10 AVRIL 1985. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 25 janvier 1985, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, concernant le paiement du début d'un treizième mois aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de déménagement, garde-meubles et leurs activités connexes (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 25 janvier 1985, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, concernant le paiement du début d'un treizième mois aux ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de déménagement, garde-meubles et leurs activités connexes.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Art. 7. Buiten de in artikel 5, 1^o, 3^o en 4^o, bepaalde gevallen, worden de houders van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht, voor de toepassing van de artikelen 62, tweede lid, en 64octies, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, geacht derden te zijn.

Art. 8. Tenzij de in artikel 3 bedoelde overeenkomst anders bepaalt, kan, indien het geplaatste kapitaal van de vennootschap wordt verhoogd door de uitgifte van nieuwe aandelen met stemrecht, het voorkeurrecht van de houders van de bevoorrechte aandelen zonder stemrecht op inschrijving op bedoelde nieuwe aandelen slechts worden uitgeoefend nadat de houders van aandelen met stemrecht van dit recht gebruik hebben gemaakt.

Art. 9. Dit besluit is van toepassing op de uitgiften door de in artikel 1 bedoelde vennootschappen van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht die met ingang van de datum van zijn inwerkingtreding worden gedaan. De uitgiften die voor die datum zijn gedaan door naamloze vennootschappen behorend tot de sector van de textielnijverheid of van de staalnijverheid blijven onderworpen aan de bepalingen van koninklijk besluit nr. 20 van 23 maart 1982 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de textielnijverheid, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 112 van 17 december 1982 en koninklijk besluit nr. 229 van 9 december 1983, respectievelijk koninklijk besluit nr. 245 van 31 december 1983 betreffende de uitgifte van bevoorrechte aandelen zonder stemrecht in het kader van de herstructurering van de staalnijverheid. Dit geldt tevens voor de uitgiften die met ingang van de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden gedaan door naamloze vennootschappen behorend tot de sector van de staalnijverheid en die vóór bedoelde datum werden goedgekeurd door de Ministerraad.

Art. 10. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 833

10 APRIL 1985. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 januari 1985, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de betaling van het begin van een dertiende maand aan de werklieden en werksters tewerkgesteld in de verhuisondernemingen, meubelbewaring en de aanverwante activiteiten ervan (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1988 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;
Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 25 januari 1985, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de betaling van het begin van een dertiende maand aan de werklieden en werksters tewerkgesteld in de verhuisondernemingen, meubelbewaring en de aanverwante activiteiten ervan.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.